

Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 27, du 1 au 7 juillet 2019

- Régional : La CEDEAO fixe le cadre de sa monnaie unique ;
- Nigéria : Le Nigéria signera la première phase de l'accord d'adhésion à la ZLECAf ; la Banque centrale instaure un ratio minimum de prêts / dépôts de 60% pour les banques de dépôts ; les flux de capitaux entrants atteignent 8,5 Mds USD au 1^{er} trimestre 2019 ; report de l'introduction d'Airtel Nigéria sur la bourse de Lagos ;
- Ghana : ESLA a émis 1,15 Mds GHC (190 M EUR) d'obligations à échéance 10 ans ; le Ghana souhaiterait rééchelonner sa dette auprès de ses créanciers chinois ; la Banque africaine de développement valide un prêt de 81,7 M USD pour la construction de routes ;
- Libéria : Le gouvernement a soumis sa proposition de Budget 2019/2020 au Parlement ; subvention de 47 M USD de la Banque mondiale pour l'enseignement secondaire ;
- Sierra Leone : Le FMI a réalisé sa première revue dans le cadre du programme de Facilité Elargie de Crédit.

Régional

La CEDEAO fixe le cadre de sa monnaie unique.

[Réunis à Abuja samedi 29 juin, les chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\) ont approuvé le principe d'un régime de change flexible pour la monnaie commune et celui d'une cible d'inflation pour la future Banque centrale communautaire.](#) En outre, l'ECO a été retenu comme nom pour cette nouvelle monnaie. Le communiqué de presse précise que la monnaie unique sera d'abord mise en place dans les pays respectant les critères de convergence. Pour rappel, ces critères de convergence impliquent notamment un déficit budgétaire d'au plus 3% du PIB, un taux d'inflation annuel inférieur à 10% et des réserves de change couvrant au moins 3 mois d'importations.

Nigéria

Le Nigéria signera la première phase de l'accord d'adhésion à la ZLECAf.

D'après une annonce de la Présidence, [le Nigéria signera la première phase de l'accord de Zone de libre-échange continentale africaine \(ZLECAf\) lors du 12^{ème} Sommet extraordinaire de l'Union africaine dédié à ce sujet, qui se tiendra à Niamey le 7 juillet.](#) Cette signature se fera en parallèle du lancement de la phase opérationnelle de l'accord qui prévoit l'entame de discussions sur les règles d'origine, les concessions tarifaires dans le commerce de marchandises, les obstacles non-tarifaires ou encore la question des paiements numériques au niveau du continent. Pour rappel, le seuil de 22 ratifications nécessaires ayant été dépassé le 21 mars 2019, l'accord de libre-échange est entré en vigueur le 30 mai dernier. Suite à la décision du Nigéria, il ne reste plus que deux pays n'ayant pas encore signé l'accord : l'Erythrée et le Bénin.

La Banque centrale instaure un ratio minimum de prêts / dépôts de 60% pour les banques de dépôts.

[Le 3 juillet dernier, la Banque centrale du Nigéria \(CBN\) a publié une nouvelle réglementation à destination des banques de dépôts, leur imposant, à compter du 30 septembre 2019, un ratio minimum de prêts / dépôts de 60%.](#) Cette réglementation a pour objectif d'augmenter les financements bancaires à destination du secteur réel. En outre, cette nouvelle instruction précise que les PME, le commerce de détail, les prêts hypothécaires et les crédits à la consommation se verront appliquer une pondération de 150% dans le calcul de ce ratio, pour inciter les banques à octroyer plus de financements à ces typologies de clients et de produits financiers. Actuellement, les banques de dépôts sont soumises à un taux maximum de prêts / dépôts de 80%. [La CBN a également publié une directive dispensant les banques de dépôts de demande d'autorisation préalablement à l'offre de services de portefeuille mobile.](#) Ces nouvelles réglementations font suite à l'intervention du Gouverneur de la Banque centrale la semaine dernière, reconduit pour un nouveau mandat de 5 ans, fixant entre autres priorités l'augmentation de l'inclusion financière (objectif de 80% au niveau national à l'horizon 2020) et la diversification de l'économie via un accès au crédit facilité pour les PME et les consommateurs. Réagissant à cette nouvelle réglementation, l'agence de notation Fitch, a exprimé ses inquiétudes.

Avec un ratio actuel de prêts / dépôts de 57% en moyenne dans le secteur, les établissements bancaires risquent de se tourner vers des clients à profils plus risqués, pour se mettre en conformité d'ici fin septembre. Pour rappel, le taux de prêts non-performants atteignait 10,95% fin avril, au-dessus de la cible prudentielle de 5%.

Les flux de capitaux entrants atteignent 8,5 Mds USD au 1^{er} trimestre 2019.

[Le Bureau nigérian des statistiques a estimé à 8,49 Mds USD les flux entrants de capitaux au Nigéria au cours du 1^{er} trimestre 2019](#), soit en augmentation par rapport au trimestre précédent (2,59 Mds USD au 4^{ème} trimestre 2018) et en glissement annuel (6,3 Mds USD au 1^{er} trimestre 2018). Plus de 80% de ces flux étaient constitués d'investissements de portefeuille, en particulier des actifs financiers de court-terme et plus de la moitié provenaient du Royaume-Unis. De leur côté, les Investissements directs à l'étranger (IDE) ont représenté 243 M USD sur la période, soit 3% du total, en augmentation par rapport au 4^{ème} trimestre 2018 (156 M USD) mais en légère baisse en glissement annuel (247 M USD au 1^{er} trimestre 2018).

Report de l'introduction d'Airtel Nigéria sur la bourse de Lagos.

[Après avoir opéré sa cotation sur la bourse de Londres, levant 750 M USD pour une valorisation totale de 3,9 Mds USD, Airtel Africa, filiale du groupe de télécommunication indien Bharti Airtel, a reporté sa cotation sur la bourse nigériane, pour avoir le temps de finaliser la procédure exigée par la place financière.](#) A noter, le titre a plongé de 16% quelques heures après son début de cotation à Londres. Pour rappel, MTN Nigeria avait aussi fait son entrée sur le *Nigerian Stock Exchange* en mai dernier, levant 5,1 Mds USD et devenant ainsi la 2^{ème} plus grosse capitalisation de la bourse nigériane derrière Dangote Cement et devant Nestlé Nigeria Plc. Pour information, MTN est le leader du secteur des télécommunications avec 40% de parts de marché et presque 67 millions de clients, suivi par Globacom (26%), Airtel (25%) et 9Mobile (9%).

Ghana

ESLA a émis 1,15 Mds GHC (190 M EUR) d'obligations à échéance 10 ans.

[La société ESLA, en charge de l'endettement des entreprises publiques du secteur de l'énergie, dans le cadre de l'*Energy Sector Levy Act*, a émis le 28 juin dernier pour 1 147 M GHC d'obligations avec une échéance au 15 juin 2029 à un taux compris entre 19,50% et 19,90%, dont 1000 M GHC au taux de coupon de 19,85%.](#) ESLA a actuellement pour mandat l'émission d'un montant global de 10 Mds GHC (1,6 Md EUR), qui visent à rembourser la dette accumulée par les entreprises du secteur. Une partie des sommes émises servira à payer les créanciers et certains fournisseurs. Pour l'instant un total de 6 Mds GHC (960 M EUR) a été émis à échéances 2024, 2027 et 2029.

Le Ghana souhaiterait rééchelonner sa dette auprès de ses créanciers chinois.

[Le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale, Shirley Ayorkor Botchwey, a récemment appelé au rééchelonnement des remboursements de créances contractées auprès de la Chine.](#) Afin d'améliorer la soutenabilité de la dette, la ministre propose que ceux-ci s'étalent sur une période de 20 à 30 ans plutôt que sur 15 à 20 ans comme c'est actuellement le cas. Cette proposition a été faite lors d'une rencontre de coordination entre représentants africains et dirigeants d'institutions financières chinoises, suite au sommet du Forum sur la Coopération Sino-Africain (FOCAC) à Pékin. La dette contractée par le Ghana auprès de la Chine serait actuellement d'environ 3,5 Mds USD, la deuxième plus importante en Afrique de l'Ouest après le Nigeria selon l'OCDE. Elle pourrait être amenée à augmenter suite aux protocoles d'accord signés avec la Chine depuis 2018 pour plus de 20 Mds USD, même si tous ne sont pas appelés à se concrétiser.

La Banque africaine de développement valide un prêt de 81,7 M USD pour la construction de routes.

[Le comité des directeurs de la Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé un prêt de 81,7 M USD pour la construction de routes dans l'*Eastern Corridor*.](#) 695 km de routes entre Accra et les régions de l'*Upper east* devraient être construits à partir de décembre 2019. La fin des travaux est prévue pour juin 2024. Le prêt de la BAfD financera 72% du projet, le Fond international de développement de l'OPEC participera à hauteur de 18% et l'Etat ghanéen à hauteur de 10%. L'agence de Coopération internationale Japonaise (JICA) financera pour sa part la construction d'un pont au-dessus de la Volta.

Libéria

Le gouvernement a soumis sa proposition de Budget 2019/2020 au Parlement.

[Le ministre des Finances, M. Samuel D. Tweah Jr., a remis au Président de la Chambre des représentants la proposition de Budget de l'exécutif pour l'année fiscale 2019/2020.](#) Les dépenses totales prévues représentent 532,9 M USD, soit

une baisse de 6,5% par rapport au budget approuvé pour la période 2018/2019. La masse salariale devrait capter 297 M USD soit 56% du total. Le secteur de la santé se verrait allouer 75,5 M USD (14%), celui de l'éducation 81,6 M USD (15%) et le secteur des infrastructures et des services de base 40,3 M USD (8%). L'équilibre budgétaire est visé. Les revenus fiscaux compteraient pour 377,9 M USD (soit 71% du total), ceux non-fiscaux pour 87,2 M USD, les ressources extérieures pour 20,8 M USD (dont 5,6 M USD de l'Union européenne), auxquels viendrait s'ajouter 47 M USD de revenus contingents, supportés principalement par un prêt de la Banque mondiale de 40 M USD. Pour rappel, des discussions sont en cours avec le FMI pour l'octroi d'un possible soutien financier dans le cadre d'une Facilité Elargie de Crédit alors que les prévisions de croissance du PIB pour 2019 ont été amputées de 4 points de pourcentage pour atteindre 0,4%, après 1,2% en 2018. Le déficit public devrait se creuser davantage à -6,1% du PIB après -5,5% en 2018.

Subvention de 47 M USD de la Banque mondiale pour l'enseignement secondaire.

[Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un don de 47 M USD pour le financement d'un projet visant à améliorer les résultats dans l'enseignement secondaire \(*Improving Results in Secondary Education*, IRISE\).](#) Un effort particulier sera apporté à la qualité de l'éducation, par la construction et la réhabilitation d'écoles, la formation des enseignants et un meilleur accès à des supports pédagogiques adaptés. De plus, des bourses d'études seront accordées à des filles issues des comtés aux taux d'abandon scolaire les plus élevés. Pour rappel, le Libéria se situe au 153^{ème} rang sur 157 du classement de l'indice de capital humain 2018 de la Banque mondiale.

Sierra Leone

Le FMI a réalisé sa première revue dans la cadre du programme de Facilité Elargie de Crédit.

[Le 28 juin, le FMI a complété l'évaluation des critères de performance de la Sierra Leone dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit \(FEC\) mise en place en novembre 2018.](#) Pour rappel, cet accord prévoit le déboursement de 172,1 M USD sur 43 mois, par tranches, conditionnées à la réalisation d'évaluation de critères de performances. Cette première revue a ainsi permis le versement de 21,62 M USD à l'Etat sierra léonais. Dans ses conclusions, le FMI, tout en relevant l'engagement du gouvernement envers le programme, a indiqué que les performances étaient satisfaisantes mais que les avancées en termes de réformes structurelles avaient été plus lentes que prévu. Le FMI a salué les progrès effectués en matière de mobilisation des revenus et de réduction des dépenses publiques. La mobilisation de revenus supplémentaires demeure critique pour permettre au gouvernement de mettre en place son Plan National de Développement, qui vise notamment à augmenter les dépenses sociales et les investissements dans les infrastructures.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
